

Rendre la laïcité aimable

« *La France, ce sont des France différentes qui ont été cousues ensemble* », disait l'historien Fernand Braudel⁽¹⁾. Si l'école laïque et républicaine est bien le lieu où s'enseigne et se construit le vivre ensemble dans la diversité de la société, elle fait aujourd'hui face à certaines difficultés qu'il convient de reconnaître et de dépasser.

Jean-Paul DELAHAYE, inspecteur général honoraire de l'Education nationale

La diversité des religions, des croyances, des philosophies, mais aussi la diversité des usages culturels sont bien présentes aujourd'hui dans notre société et donc dans nos établissements scolaires. Et cette diversité, qui est une richesse, notre pays l'a toujours connue. Il revient à l'école laïque de construire du commun et un esprit public qui rassemble en permettant à chacune et chacun d'être soi-même, dans une société diverse et fraternelle. C'est la mission essentielle de l'école que de transmettre à la fois le corpus juridique et politique laïque et son esprit de liberté.

Il y a certaines difficultés à dépasser pour faire partager aux élèves les valeurs de la République aujourd'hui. Pour aider notre école et ses enseignants à y œuvrer dans de bonnes conditions, il faut être particulièrement attentif à quelques points de vigilance.

Tout d'abord, et c'est la base de tout, l'école et la société doivent agir de concert. Le meilleur enseignement possible concernant les valeurs ne sera efficace que si la réalité sociale n'apporte pas un démenti à ce qui est enseigné. Ce qui pose problème à l'école aujourd'hui, c'est que notre société est schizophrène, en ce sens qu'elle fait souvent le contraire de ce qu'elle demande à l'école de transmettre. Cela ne simplifie pas la tâche des enseignants.

Il faut ensuite comprendre que c'est l'ensemble de la société qui est en mal d'intégration. Je veux dire par là que la question de la transmission des valeurs communes se pose en réalité de façon générale pour notre société tout entière. C'est bien chaque nouvelle génération, donc tous nos élèves, qui ont besoin de ce travail de compréhension du contrat social fondé sur les valeurs de la République. On passe totalement à côté du sujet dans la France de 2021 si on considère que ce sont seulement les populations d'origine immigrée et, disons les choses, de religion musulmane, qui auraient besoin de recevoir un brevet de laïcité.

La laïcité à l'école à l'épreuve de fractures

Le troisième point de vigilance invite à être attentif aux liens entre laïcité et justice socio-économique. Comme on le sait, dans certaines parties du territoire de la République, la question religieuse recouvre en partie la question sociale et la question identitaire. Dans les territoires en grande détresse sociale, les

« Comment ceux qui sont privés de droits pourraient-ils considérer qu'ils ont les mêmes devoirs que les autres citoyens ? Cela place notre école laïque en position délicate, une position en quelque sorte de cristallisation de toutes les insatisfactions. »

valeurs de la République apparaissent trop souvent aux habitants davantage comme des incantations que comme des réalités vécues. C'est la pauvreté économique, sociale, culturelle de bon nombre de nos élèves qui rend très difficile aux enseignants leur mission de transmission de savoirs fondés sur la raison. Or, la raison est un instrument indispensable pour expliquer le monde.

Enfin, dernier point de vigilance, notre institution scolaire elle-même doit donner l'exemple des valeurs qu'elle est censée faire partager aux élèves et affronter un fait devenu insupportable, je veux parler de l'échec scolaire précoce et cumulatif des élèves issus des familles les plus défavorisées, échec qui met gravement en cause l'idéal du système éducatif d'assurer l'égalité des enfants. C'est en France que les destins scolaires sont les plus liés aux origines sociales. Notre élitisme n'est pas républicain, il est essentiellement social. Cette situation nuit à la crédibilité de notre école publique laïque. Malgré l'engagement des personnels, il y a une fracture scolaire comme il y a une fracture sociale. Ne sous-estimons pas le problème. Dans une époque où les droits l'ont souvent emporté sur les devoirs, comment ceux qui sont privés de droits pourraient-ils considérer qu'ils ont les mêmes devoirs que les autres citoyens ? Et cela place notre école laïque en position délicate, une position en quelque sorte de cristallisation de toutes les insatisfactions, en tant que représentant une République qui oublie parfois que la devise républicaine est un tout et qu'il est illusoire de penser faire vivre la liberté si on oublie l'égalité et la fraternité. A cet égard, notre pays ne fera pas l'économie de repérer la question de l'existence du dualisme scolaire qui favorise, avec le financement par l'Etat de sa propre concurrence, « une ségrégation sociale et culturelle qui ne peut que s'accentuer avec le développement d'établissements de diverses religions ou d'éta-

(1) Dans un entretien donné au journal *Le Monde* en 1985, peu avant sa mort. Propos rappelés par le journal en mars 2007 (http://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2007/03/16/la-identite-francaise-selon-fernand-braudel_883988_3224.html).

« Les difficultés rencontrées et les contestations de la laïcité sont un phénomène mineur mais préoccupant, qui se manifeste de façon beaucoup plus vive en éducation prioritaire.

Quand des enseignants ne peuvent plus enseigner librement et s'autocensurent, c'est qu'il y a un gros problème. »

blissements commerciaux, parfois hors contrat et hors contrôle... La question doit être examinée sereinement car il ne s'agit pas de rallumer la guerre scolaire»⁽²⁾.

Ne pas sous-estimer la question religieuse

Pour comprendre et encadrer à l'école les manifestations identitaires, il y a le besoin d'une pédagogie laïque. La mission de l'école publique et laïque, est-il besoin de le préciser, n'est pas de rendre tous les jeunes identiques. Dans l'école, certaines attitudes, certaines questions, voire certaines contestations ne sont pas toutes des menaces pour la République. Nous avons affaire, ne l'oublions pas, à des adolescents en formation. Chez les jeunes, la revendication identitaire ou l'expression de convictions peuvent être aussi un apprentissage de la liberté. Mais cette recherche d'identité doit se concevoir comme Aimé Césaire nous le dit : « *La quête d'identité, ce n'est ni tourner le dos au monde, ni faire sécession au monde, ni bouder l'avenir, ni s'enliser dans le repliement communautaire ou dans le ressentiment. Elle n'a de sens que s'il s'agit d'un ré-enracinement certes, mais aussi d'un épanouissement, d'un dépassement et de la conquête d'une nouvelle et plus large fraternité.* »⁽³⁾

Dans l'école laïque, le dialogue doit être la règle. Mais tout n'est pas négociable. Il ne s'agit pas de passer sous silence des difficultés majeures. Il existe des situations sérieuses et problématiques. La mise en cause des valeurs républicaines au nom de principes religieux est une réalité vécue dans certains établissements scolaires. La question sociale, réelle, et j'y reviendrai, n'explique pas tout, loin de là. Il y a une pression religieuse qui s'exerce très fortement dans certaines parties du territoire, des lieux et des situations dans lesquels l'école peut être en difficulté et où les enseignants doivent expliquer, plus qu'ailleurs, la primauté de la loi républicaine sur les prescriptions religieuses. Le Comité national d'action laïque (Cnal), que j'ai présidé en 2018, a effectué une grande enquête, « *La laïcité à l'école, les enseignants ont la parole* »⁽⁴⁾, qui a bien montré que si la situation est globalement apaisée, il n'en va pas de même partout. Il ne faut pas mettre la poussière sous le tapis, les difficultés rencon-



© FREEPHOTOS, LICENCE CC

trées et les contestations de la laïcité sont un phénomène mineur mais préoccupant, qui se manifeste de façon beaucoup plus vive en éducation prioritaire. Quand des enseignants ne peuvent plus enseigner librement et s'autocensurent, c'est qu'il y a un gros problème. Comment, alors, poser des limites ? On ne commet pas d'erreur pour conduire une pédagogie laïque si on ne perd pas de vue trois repères.

La pédagogie laïque guidée par trois repères

Il s'agit d'abord de faire comprendre qu'en République la liberté, y compris celle d'affirmer une identité particulière ou collective, n'est jamais absolue et qu'elle est toujours encadrée par la loi. Dans notre République, la loi est de source humaine. C'est ce que dit la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, dans son article 3 : « *Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.* » Cela n'empêche nullement les croyants de penser qu'il existe une loi supérieure aux lois humaines. Ils ont parfaitement le droit de le penser. Simplement, en République, les croyants, quels qu'ils soient, doivent se plier aux lois républicaines que les représentants du peuple ont votées. Et à l'école, les programmes ne doivent en aucun cas être contestés.

Ensuite, la laïcité, ce n'est pas la neutralité des valeurs. Il doit être entendu que la neutralité vis-à-vis des convictions religieuses n'est pas celle des valeurs et qu'un Etat laïque n'est pas un Etat faible. La revendication identitaire ne doit jamais entraver les règles de vie fondées sur des valeurs essentielles, comme la stricte égalité entre les élèves, entre les garçons et les filles. Le sexism, le racisme, l'antisémitisme et le repli communautariste n'ont pas

(2) Ligue de l'enseignement, « La laïcité, une émancipation en actes » avril 2017, p.11-12 (https://laligue.org/download/txt_ref_laïcité_avril2017.pdf).

(3) Aimé Césaire, Miami, 1987, intervention reproduite dans *Discours sur le colonialisme, discours sur la négritude, Présence africaine*, 2000, cité par Jean-Pierre Rosenczveig et Jean-Louis Auduc (dir.), *Citoyenneté, engagement, pratiques de la laïcité, réponses à des lycéens*, L'Harmattan, 2017.

(4) L'enquête s'est conclue par un colloque le 13 juin 2018, dont les actes sont en ligne sur le site du Cnal (www.cnal.info/le-colloque-du-cnal-du-13-juin-2018-est-en-ligne-documents).



Quand les riches font sécession et que les pauvres sont concentrés dans des ghettos urbains ou ruraux, cela signifie que nous vivons dans une France dans laquelle les jeunes ne se rencontrent plus, ne se parlent plus. Et quand la République laisse faire ou, pire, organise l'entresoi, elle met son école laïque en difficulté. Peut-il y avoir une laïcité bien comprise par tous sans fraternité?

leur place à l'école. De même, parce qu'à côté des intégrismes religieux il peut exister d'autres atteintes à la laïcité, préserver la laïcité c'est aussi protéger les élèves des pressions politiques, de l'intrusion non contrôlée de l'économique et du marchand.

Enfin, parce qu'un acquis fondamental de la République est que la croyance personnelle n'est pas liée à une appartenance sociale, les éducateurs doivent absolument combattre toutes les pressions que certains groupes d'élèves ou d'adultes chercheraient à exercer sur d'autres élèves ou adultes, au nom d'une obligation d'appartenance à une identité particulière.

Laïcité et question sociale sont liées

Quand, pour beaucoup de citoyens, ne sont pas satisfaits les besoins économiques et sociaux fondamentaux, on voit, comme à chaque période de détresse sociale, ressurgir le repli sur soi et la peur de l'autre. L'existence des zones d'exclusion et les discriminations sont incompatibles avec l'idéal républicain. Ce qui menace l'unité de la société, c'est bien sûr le fanatisme religieux qui peut conduire à des drames mais c'est aussi l'inégalité persistante et croissante des conditions et les discriminations. Ces inégalités portent en germe l'émergence de constructions identitaires de substitution. Quand les solidarités républicaines font défaut, d'autres solidarités, mafieuses ou religieuses, occupent la place. Ceux qui crient au communautarisme sont souvent les mêmes qui préfèrent payer des amendes plutôt que d'introduire ne serait-ce qu'un peu de mixité sociale dans leur ville! Quand les riches font sécession et que les pauvres sont concentrés dans des ghettos urbains ou ruraux, concrètement, cela signifie que nous vivons dans une France dans laquelle les jeunes ne se rencontrent plus, ne se parlent plus. Et quand la République laisse faire ou,

pire, organise l'entresoi, elle met son école laïque en difficulté. Peut-il y avoir une laïcité bien comprise par tous sans fraternité? Vivre aujourd'hui dans une République laïque nécessite que les citoyens apprennent à vivre dans une société qui se transforme et qui s'enrichit de ses différences. Cela suppose dans le même temps que les religions, anciennes ou nouvelles sur le territoire national, acceptent toutes cette pluralité et la séparation du religieux et du politique qui régit notre vie publique. Ce qui est demandé aujourd'hui à l'école et à ses personnels, c'est de faire en sorte que la laïcité puisse être le levier d'une émancipation des citoyens, au sein d'une société que sa diversité croissante écartèle entre une tentation d'une uniformisation caporaliste et celle d'une dangereuse paresse multiculturaliste. La laïcité, c'est le respect des spécificités mais aussi leur dépassement, c'est la conjugaison de la diversité et de l'unité. C'est le paradoxe de la laïcité, elle sépare pour rassembler autour de valeurs communes. Et pour se rassembler, nul besoin de se ressembler! ●

«Ce qui est demandé aujourd'hui à l'école et à ses personnels, c'est de faire en sorte que la laïcité puisse être le levier d'une émancipation des citoyens au sein d'une société que sa diversité croissante écartèle entre une tentation d'une uniformisation caporaliste et celle d'une dangereuse paresse multiculturaliste.»